

• LE DEVOIR •

ACTUALITÉS

Moscou somme les civils de quitter Grozny

AGENCE FRANCE-PRESSE, REUTERS
ET ASSOCIATED PRESS

Des centaines d'habitants de Grozny ont commencé à quitter la capitale tchétchène hier, quelques heures après l'ultimatum russe leur ordonnant de partir dans les cinq jours sous peine de subir des bombardements sans relâche. Les Etats-Unis et l'Union européenne n'ont pas tardé à réagir, jugeant l'ultimatum inacceptable et demandant à la Russie de ne pas le mettre à exécution.

Quelque 40 000 civils se trouvent encore à Grozny, selon le représentant du gouvernement russe pour la Tchétchénie, Nikolai Kochman. Un chiffre proche de celui avancé par les autorités locales à Grozny. Un responsable du service russe des migrations, Vladimir Kalamanov, a estimé que de 20 000 à 30 000 personnes vont quitter la ville dans les prochains jours en empruntant le «couloir de sécurité» mis en place par les Russes.

Sur le grand axe quittant Grozny par l'ouest, des familles sont parties à pied ou en voiture, parlant d'une ville

en proie à la panique. Nombre de personnes, notamment les personnes âgées et les plus pauvres, restent bloquées en ville. Mais le contenu des tracts lancés par l'aviation russe pour informer la population de son ultimatum risque de rester inconnu de la plupart des habitants de Grozny, qui vivent dans des caves ou des abris quasiment sans sortir en raison de l'intensité des bombardements.

Le commandement militaire russe donc a exigé donc la reddition et l'évacuation de Grozny avant samedi prochain, avertissant que ceux qui resteraient sur place après cette date seraient «considérés comme terroristes et anéantis par l'artillerie et l'aviation». *usqu'au 11 décembre, un corridor sera ouvert à Piervomaïskaïa (faubourg de Grozny). Ceux qui quitteront Grozny à temps auront la vie sauve. Ceux qui resteront seront considérés comme des terroristes et seront anéantis par l'artillerie et l'aviation. Il n'y aura plus de négociation. Tous ceux qui n'auront pas quitté la ville seront tués*, affirme l'ultimatum du commandement russe cité par la télévision NTV.

Des tracts avec ce texte, adressé aux combattants et aux civils, ont été lâchés au dessus de Grozny par l'aviation, se-

lon les télévisions russes. «Vous êtes cernés. Toutes les routes autour de Grozny sont bloquées. Vous avez perdu. Le commandement russe vous offre une dernière chance», poursuit le texte. «Les civils ont la possibilité de sortir de la ville par ce corridor qui est épargné par l'artillerie et l'aviation», a indiqué de son côté le général Valeri Manilov, numéro deux de l'état-major russe.

L'Union européenne a jugé «inacceptable» l'ultimatum de l'armée russe, estimant que ces menaces ne feraient que «perpétuer le cycle de la violence» dans la région. Les ministres des Affaires étrangères des Quinze, réunis à Bruxelles, se sont dits horrifiés par «les informations selon lesquelles un ultimatum a été lancé aux civils de Grozny pour les faire partir d'ici le 11 décembre, sous peine d'être anéantis». Pour sa part, le président américain, Bill Clinton a estimé que la Russie «paiera cher pour ses actions en Tchétchénie», en estimant qu'elles renforçaient l'extrémisme et ternissaient son image dans le monde. Le porte-parole de la présidence, Joe Lockhart, a exprimé sa «profonde préoccupation». «Nous sommes profondément préoccupés par cet ultimatum et nous

l'avons très clairement fait connaître» à Moscou, a déclaré

Le département d'Etat américain a pour sa part exhorté la Russie à ne pas «mettre à exécution» l'ultimatum. «Nous demandons fermement aux Russes de ne pas poursuivre jusqu'au bout cet ultimatum», a déclaré à la presse le porte-parole adjoint du département d'Etat, James Foley.

Les forces russes ont par ailleurs intensifié leurs frappes hier sur Ourous-Martan, ville stratégique à 20 kilomètres au sud-ouest de Grozny, place forte des Wahhabites (fondamentalistes islamistes) et des bandes criminelles spécialisées dans la prise d'otages, qui résiste depuis plusieurs semaines. L'artillerie tire jusqu'à 400 obus par jour sur les positions ennemies et l'infanterie russe est à 1,5 kilomètre de la ville, a indiqué un officier sur le terrain, cité par la télévision NTV.

Selon l'agence Itar-Tass, des combats d'infanterie ont eu lieu aux abords de la ville, défendue par 3000 à 5000 combattants tchétchènes. L'un des responsables de l'opération en Tchétchénie, le général Ivan Babitchev a affirmé que les Russes contrôlaient désormais les deux tiers du territoire tchétchène.

TOBIN

SUITE DE LA PAGE 1

pèrent traduire le présent climat en une entente qui permettrait la réalisation d'un projet hydroélectrique de 10 milliards de dollars aux chutes Churchill».

Dans une déclaration ministérielle émise hier, Brian Tobin écrit qu'il avait parlé, hier matin, à M. Bouchard. Ce dernier l'a assuré qu'il n'était pas dans l'intention du Québec d'intenter des poursuites au sujet du changement de nom de sa province, a-t-il indiqué. Le premier ministre de Terre-Neuve a signalé que le Québec avait été mis au courant de toutes les démarches, commencées il y a huit mois, pour obtenir ce changement de nom.

Mais pour M. Tobin, ce changement de nom, inscrit dans la constitution, confirmera la légalité de la frontière actuelle du Labrador. Dans sa déclaration, M. Tobin indique que la résolution adoptée par le parlement terre-neuvien et étudiée par le gouvernement fédéral «légalisera simplement ce qu'à été la frontière de cette province telle que confirmée par la décision du Conseil privé britannique de 1927».

Si M. Bouchard semble s'accommoder de ce changement de nom, le vice-premier ministre, Bernard Landry, se montre plus combatif. «Jusqu'à maintenant, nous avons recherché l'harmonie», a-t-il dit. «Mais en face de la provocation, nous devons réagir», une réaction qui pourrait prendre la forme d'une contestation en cour.

Au cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Joseph Facal, on s'interrogeait sur les motifs d'Ottawa. On étudie présentement toutes les implications du changement de nom demandé par Terre-Neuve, y compris la question de l'intégrité des frontières du Québec. On se demande notamment si cet amendement constitu-

tionnel, suivi d'une contestation par le Québec, ne constituerait pas un Cheval de Troie, dans l'esprit du plan B, pour remettre en question l'intégrité des frontières québécoises.

Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a présenté les choses différemment. «L'Assemblée législative de Terre-Neuve, à l'unanimité, souhaite renforcer le sentiment d'inclusion des Labradoriens en changeant la dénomination. C'est tout. [...] On ne vient pas de nous saisir des frontières, on nous saisit du nom de Terre-Neuve et Labrador», a-t-il précisé à sa sortie des Communnes.

Expert en droit constitutionnel et porte-parole du Bloc québécois en matière d'affaires intergouvernementales, le député Daniel Turp craint quand même la portée d'un tel changement. «On ne parle pas du territoire mais est-ce que justement le changement de nom n'aura pas comme conséquence de reconnaître implicitement les frontières que le Québec conteste encore au plan juridique ou politique», s'est-il demandé à l'extérieur de la Chambre.

M. Dion a, comme le premier ministre Chrétien, tenu à minimiser l'importance de cette affaire en soulignant qu'aucun projet n'avait été présenté aux Communnes et que le gouvernement avait bien d'autres priorités. Ottawa ne déposera rien aux Communnes avant «le prochain millénaire», a dit M. Dion. Il s'est par ailleurs dit très surpris par la réaction du premier ministre Bouchard puisque, dit-il, il a été tenu informé par son homologue terre-neuvien Brian Tobin.

Le premier ministre Chrétien a rappelé que l'Assemblée législative de Terre-Neuve avait adopté, dès avril, une résolution unanime en faveur de cet amendement constitutionnel et qu'elle avait demandé au fédéral de l'adopter. «Le gouvernement n'a pas encore trouvé le temps de le faire mais je sais que nous devons le faire un jour [...] Lorsqu'il y a des

changements bilatéraux, généralement le gouvernement procède, mais ce n'est pas une priorité «à ce moment-ci», a-t-il répliqué au chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

M. Chrétien a assimilé la demande de modification bilatérale de Terre-Neuve à celle du Québec touchant les commissions scolaires confessionnelles. Et comme dans ce cas, a-t-il ajouté, l'initiative est venue de la province et Ottawa n'a fait qu'acquiescer.

Gilles Duceppe, lui, a souligné que le moment choisi pour avancer ce projet n'était pas anodin, Ottawa se préparant à déposer d'ici une semaine un projet de loi établissant les conditions préalables à la négociation d'une sécession. Le chef bloquiste s'interrogeait sur «les motifs qui amènent [M. Chrétien] à s'attaquer au Québec de façon intentionnelle».

Daniel Turp, a renchéri en soutenant que le premier ministre n'avait «comme véritable objectif que la confrontation et la chicane avec le Québec» et qu'il cherche seulement à «gagner ses prochaines élections sur le dos du Québec en allant chercher des votes dans l'Ouest et maintenant dans l'Est», des allégations que M. Dion a rejetées et qualifiées de «procès d'intention».

Le Bloc québécois attendra de connaître le libellé de l'amendement avant d'arrêter une position définitive, a précisé M. Turp à sa sortie, mais il trouve tout à fait inapproprié l'évocation de ce projet à ce moment-ci et l'absence de consultations avec Québec, alors qu'il est directement concerné. Contrairement au gouvernement fédéral, il estime «que, dans la mesure où il y a toujours eu un problème de reconnaissance officielle de la frontière Québec-Terre-Neuve, c'est un problème qui concerne, non pas seulement Terre-Neuve et le gouvernement fédéral, mais aussi le Québec». Il souhaiterait qu'Ottawa fasse preuve de plus de sensibilité dans ce dossier.

ÉPINETTES

SUITE DE LA PAGE 1

d'épinettes noires dans le territoire infesté. Avec possibilité de prolonger en 2001 ce programme de récupération des bois matures, atteints par l'épidémie, avant qu'ils ne perdent leur valeur commerciale.

Les surfaces actuellement infestées touchent présentement 400 000 hectares. Elles touchaient seulement 28 000 ha l'an dernier. Le territoire infesté est situé à l'Est de la rivière Natashquan, entre la rivière Matamec et le village de Saint-Augustin. Plusieurs autochtones de cette région refusent que l'on jette un pont sur la rivière Natashquan, ce qui signifierait le désenclavement des dernières communautés montagnaises encore profondément attachées à leur mode de vie traditionnel.

L'énorme quantité de bois, dont la récupération a été autorisée hier par le ministre Brassard, pourrait par contre être évacuée par barges, ce qui permettrait son transport économiquement dans toutes les directions avec un bilan énergétique beaucoup moins important. Ce sont les Montagnais de la Basse-Côte-Nord qui, les premiers, ont décelé les signes de l'infestation de l'insecte ravageur, qui laisse les arbres sans aiguilles. Ils en ont averti les autorités gouvernementales, qui ont mis les entomologistes au travail tout l'automne. C'est sur la foi de leur rapport, remis jeudi dernier, que le ministre Brassard a pris la décision d'autoriser hier les industriels à couper un million de mètres cubes dès l'été prochain.

Le mandat d'évaluer l'ampleur de cette épidémie a été confié conjointement aux entomologistes du MRN et de la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies (SOPFIM). Les deux équipes de chercheurs ont procédé à des inventaires aériens et à des décomptes des concentrations de larves. Les épidémies d'arpençaises se déclarent généralement par petits foyers dispersés dans un vaste territoire caractérisé par des peuplements rendus à maturité. Généralement dans des forêts voisines de milieux maritimes. Les foyers isolés s'étendent ensuite, jusqu'à se rejoindre.

Les populations d'arpençaises peuvent disparaître aussi vite qu'elles apparaissent. Divers types de parasites peuvent affecter ces ravageurs forestiers et au moins deux maladies mortelles causées par des champignons peuvent neutraliser une épidémie en moins de deux ans.

Les Montagnais avaient négocié au cours de la dernière année avec Québec un Contrat d'approvisionnement et

d'aménagement forestier (CAAF) qui leur aurait permis d'alimenter d'ici deux ans en épinettes noires une toute nouvelle usine de sciage qu'ils projettent d'installer chez eux d'ici la fin de l'an 2000! Cette usine a toutefois une capacité de 125 000 mètres cubes de bois par année, soit près de huit fois moins que le volume autorisé hier, qui devra donc être évacué pour l'essentiel.

Les deux consultations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), qui avaient ciblé le programme d'épanrages d'insecticides contre l'épidémie de tordeuses de bourgeons d'épinettes dans le milieu des années 80, avaient conclu à la nécessité de récupérer en priorité les bois affectés au lieu de procéder à des épanrages massifs d'insecticides chimiques ou biologiques comme le *Bacillus Thuringiensis* (BT). Ces deux audiences, qui ont constitué un tournant majeur de la foresterie québécoise vers des approches plus douces, ont servi de point de départ à une prise de conscience qui a abouti au ban total des insecticides chimiques en forêt à compter de l'an 2000. Les arrosages d'insecticides autorisés jusqu'ici se sont effectivement limités à l'usage du BT, qui est l'une des solutions mises à l'étude dans le mandat donné par le ministre Brassard à la SOPFIM le 24 septembre.

«Il se pourrait, a-t-elle dit, qu'on nous recommande de traiter avec des insecticides une bonne partie de l'épidémie» puisque la récolte d'un ou deux millions de mètres cubes sur le total affecté ne permettrait pas à elle seule de contrôler l'infection. Mme Accolas exclut d'autant moins une «recommandation» en faveur d'un programme d'épanrages que, dit-elle, les territoires marécageux de la Basse-Côte-Nord ne sont pas faciles d'accès, ce qui concentrera les travaux de récupération dans les sites les plus accessibles.

La porte-parole du ministre pense même que les industriels, invités à se mobiliser pour cette récolte, ne seront pas nécessairement nombreux en raison des difficultés techniques et des coûts de production dans un territoire vierge.

Il n'est «pas question de fermer des CAAF ailleurs», précise Mme Accolas, même si la récolte en forêt boréale va momentanément hausser de plus de 3 % la récolte provinciale de résineux, la denrée forestière la plus convoitée, surtout lorsqu'il s'agit d'épinettes noires dont l'âge peut atteindre, voire dépasser les 150 ans. Selon l'attachée de presse du ministre, la demande est telle pour des bois de cette qualité qu'il y devrait y avoir preneur assez facilement.

JEUNES

SUITE DE LA PAGE 1

proposent d'abolir simplement la Régie des rentes», dit-il. «C'est «scraper» toute forme de solidarité entre les générations.»

Lors du sommet, les groupes de jeunes auraient aussi avantage à se concentrer sur quelques grands enjeux au lieu de défendre une longue liste de demandes disparates, estime André Boisclair. En 1995, les groupes de femmes, lors de la marche Du pain et des roses, avaient réduit le nombre de leurs demandes, malgré leurs intérêts divergents, «pour arriver avec une plate-forme claire au gouvernement du Québec. Grâce à elles, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la Loi sur l'équité salariale», rappelle-t-il. «C'est une des plus belles leçons de politique qu'il m'ait été donné d'avoir en dix ans.»

À titre de ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair promet «une pièce de résistance majeure» pour le sommet, inspiré du projet-pilote Solidarité Jeunesse: au lieu de ne recevoir qu'un chèque, des jeunes qui entrent à l'aide sociale, une centaine en tout, sont dirigés dans des Centres Jeunesse Emploi, qui favorisent l'insertion sociale de ces jeunes «nés avec une étiquette de perdant tatouée sur le front». Le ministre reconnaît qu'il s'agit là d'un «tout petit projet-pilote», mais il lui permettra de convaincre des membres du gouvernement. Jacques Parizeau, qui a été

son professeur et avec qui il a commencé son engagement politique, lui répétait souvent: «On illustre le mouvement en marchant», relate-t-il.

Pour l'heure, André Boisclair apporte la dernière main à la politique gouvernementale de reconnaissance des groupes communautaires, une politique qui engage une dizaine de ministères. Le milieu communautaire reproche au ministre la lenteur du processus et, surtout, d'être toujours dans le noir quant aux intentions du gouvernement 18 mois après le début de cette démarche. «Ces gens-là, quand j'ai pris la responsabilité du dossier de la politique d'action communautaire, discutaient avec des fonctionnaires sans mandat. Ça tournait en rond depuis très longtemps», se défend-il. Cette politique de reconnaissance, sorte de politique-cadre pour l'ensemble des groupes communautaires et de leurs liens avec l'Etat, est maintenant prête, les orientations gouvernementales sont arrêtées, il ne suffit plus que de les soumettre au caucus et au Comité ministériel de développement social, soutient André Boisclair, qui ne veut pas en livrer les détails pour l'instant. «Ce que je plaide, c'est la complémentarité entre les services publics et les services communautaires», évoque-t-il, signalant qu'«il y a une limite au raffinement des services qu'on peut offrir dans la fonction publique» en raison du peu de souplesse de son organisation du travail.

INTERCANADIEN

«Il y a tellement de sous-entendus et d'inconnues dans ce dossier»

SUITE DE LA PAGE 1

qu'à 80 % des 15 millions que nécessite la relance, mais cette aide est conditionnelle à l'entrée en scène du Fonds de solidarité. Et du gouvernement fédéral.

Selon les informations circulant hier, Investissements Québec pourrait s'engager, sous forme de garanties de prêt, jusqu'à 80 % des 15 millions initiaux nécessaires. Les autres 20 % sont espérés du côté du gouvernement fédéral. Les employés d'InterCanadien se proposent de manifester, aujourd'hui, devant les bureaux du ministre des Finances afin d'exhorter Paul Martin à puiser dans les programmes fédéraux. Dans une lettre signée par Gilles Charland, directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ), il presse le ministre Martin «d'activer tous les programmes fédéraux disponibles afin de garantir la relance d'InterCanadien dans les plus brefs délais possibles. Nous sommes assurés que le gouvernement du Québec, par ses différents programmes, s'est aussi montré intéressé par la relance de cette entreprise».

«Je ne peux confirmer ou commenter ces informations, a précisé la porte-parole d'Investissements Québec, Louise Morin. Le dossier InterCanadien est en suspens chez nous. Toute participation de notre part, sous forme de garanties de prêt, est fonction de l'entrée en scène d'une institution financière, sous la forme d'une injection de capitaux ou d'un prêt. En d'autres termes, on attend la décision du Fonds de solidarité.» Et même si le Fonds décidait d'aller de l'avant, Mme Morin ne peut confirmer un engagement officiel d'Investissements Québec.

Au Fonds de solidarité, seule institution encore en lice pour une participation à une relance éventuelle d'InterCanadien après que la Société générale de financement se fut désistée, «l'exécutif a été saisi d'une première évaluation du dossier. Mais il n'y aura pas de décision prise aujourd'hui [hier]», a déclaré Jean Robillard, porte-parole du Fonds de solidarité. L'examen effectué par le Fonds bute sur l'absence d'une information complète permettant de mesurer l'ampleur du gouffre financier dans lequel InterCanadien est plongé. Les premières informations ont fait ressortir une dette de 43 millions, dont 18 millions en comptes à payer, mais le transporteur régional québécois doit près de 40 millions à son partenaire commercial Canadien International. De ce montant, une somme de quelque 24 millions, nébuleuse, est liée à la transaction effectuée à l'automne 1998, qui a fait passer la propriété d'InterCanadien à Canadian Investors Corp., une société d'investissement torontoise.

L'ensemble des données nécessaires n'était toujours pas disponible hier, malgré les propos du ministre fédéral des Transports, David Collenette, invitant les propriétaires d'InterCanadien à faire preuve de transparence. Dans un communiqué émis vendredi, M. Collenette s'est engagé à faire pression sur la compagnie aérienne pour qu'elle «partage volontairement l'information nécessaire pour attirer de nouveaux investisseurs». Devant la confusion des documents soumis, il a invité la direction d'InterCanadien «à rencontrer les employés pour les renseigner pleinement sur la propriété et la situation financière de la société».

Le nom de Jean-Jacques Bourgeault circule

Au cours d'un entretien hier, le secrétaire général de la FTQ, René Roy, a souligné que l'heure était à la prudence. «L'exécutif du Fonds a décidé que oui, on tenterait l'impossible. L'exécutif nous émis une espèce de «go». Mais des conditions préalables à notre investissement seront posées. Il y a tellement de sous-entendus et d'inconnues dans ce dossier que nous nous sommes mis à avoir peur. Nous, le gouvernement québécois...» Cette retenue s'observe aussi chez Investissements Québec. «Ils sont moins prêts qu'ils ne l'étaient en fin de semaine. Ils sont moins chauds.»

«On veut s'assurer que la compagnie sera rentable. Qu'on n'avancera pas en injectant des 15 millions par dessus des 15 millions. Qu'on injectera pas 10 ou 15 millions dans un baril sans fond», a enchaîné M. Roy. «On veut aussi des engagements du fédéral. On veut qu'il se mouille.»

Outre l'endettement d'InterCanadien qui inquiète, et cette dette que doit InterCanadien à Canadien International, le Fonds de solidarité n'est pas impressionné par le plan de relance, qui «n'est pas solide. Nous ne sommes également pas rassurés par l'équipe de gestion». René Roy a reconnu que le nom de Jean-Jacques Bourgeault, ex-numéro deux d'Air Canada à la retraite depuis peu, circule. «S'il y a une reprise, on aurait besoin de quelqu'un d'expérience, qui connaît bien l'industrie et qui sait exploiter une compagnie aérienne. Le nom de Jean-Jacques Bourgeault flotte.»

Mais InterCanadien n'est pas encore près d'une reprise des activités, paralysées depuis le 27 novembre. «Nous sommes conscients que plus le temps passe, plus c'est domageable. Mais nous devons faire preuve de plus de retenue et de prudence. Il faut être réaliste. On ne pourra pas répartir aussi vite qu'on l'espérait.»

Il y a, aussi, cette restructuration de l'industrie, qui se dessine désormais autour du projet d'Air Canada d'acheter Canadien et de l'exploiter sous la forme d'une filiale de stature nord-américaine. «Cela est pour nous un véritable croc-en-jambe. Air Canada a sa propre filiale, Air Nova.» Mais le secrétaire général de la FTQ préfère s'en remettre à cette ouverture, découlant d'une déclaration de la porte-parole d'Air Canada, Nicole Couture-Simard, voulant que Canadien, même ramené au rang de filiale, aura besoin d'un «feeder». «Ca nous encourage. Mais on voudrait des engagements plus solides là aussi.»



S.V.P. Assurez-vous
de recycler ce papier
journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

CONCOURS DESTINATION EUROPE
LE DEVOIR CKAC730
DE VOTRE CHOIX

À GAGNER : Jusqu'à 4 billets d'avion pour la destination de votre choix sur les ailes de **SWISSAIR**.

Collectionnez les avions...

et complétez votre passeport publié chaque samedi dans **LE DEVOIR**

= 1 billet d'avion

HORS-JEU

Danger!

Nous y en avoir marre. Nous y en a être relativement patient et bon vivant dans la mesure que faire se peut, mais nous y en avoir quelquefois notre voyage et, à ce moment, y en a devoir faire sortir le méchant. Nous y en avoir donc confectionné une liste de ventilation. Après, ça y en aller mieux.

Les discours de Wayne Gretzky. Wayne Gretzky est honoré partout ces temps-ci. Oui, il fut un sacré bon joueur. Mais non, il n'a rien de particulièrement intéressant à dire.

Les matchs de hockey féminin Canada-États-Unis. L'an dernier, c'était États-Unis-Canada, cette année c'est Canada-États-Unis, et l'an prochain ce sera États-Canada-Unis.

Les effets spéciaux graphiques genre explosions à la télé américaine pendant les matchs de la NFL. Si on veut du Nintendo, on va aller se louer un Nintendo, OK les amis?

Quinze minutes de faits saillants de hockey pour commencer un bulletin de nouvelles du sport. «Et à part ça, à Phoenix, les Coyotes ont inscrit un but en désavantage numérique à 4 minutes 42 de la fin de la deuxième période pour arracher un verdict nul bien mérité de 2-2 aux Thrashers d'Atlanta. À Nashville, les Predators de l'endroit ont taponné pendant deux périodes et demie avant de retrouver leur touche magique près des filets et ils ont disposé des Camberberts de Trifouillis-les-Oies par la marque de 3 à 1. Au New Jersey, la combinaison de rêve Krzysztof Oliwa-Brian Rafalski-Vadim Sharifianov a imposé sa loi, nous avons des images...»

Les statistiques inutiles et insignifiantes. «Le Lightning présente un dossier de 4-5-3-4 au cours des huit dernières années sur une patinoire d'un autre fuseau horaire lors des matchs de fin de semaine contre des équipes jouant pour plus de 500 présentés devant moins de 12 000 spectateurs payants.»

Les informations inutiles. «Nous apercevons M. Gerry Robert Smith Wilson qui assiste au match en compagnie de sa charmante épouse.» «Si la saison se terminait aujourd'hui, Buffalo affronterait Seattle en première ronde des séries. Mais la saison ne se termine pas aujourd'hui. En fait, il reste un mois.» «D'après toi, Jim, qu'a dit l'entraîneur à ses joueurs dans le vestiaire à la mi-temps?»

Et puis, pour l'ensemble de leur œuvre: Mike Tyson, Don King, Pete Rose, Gary Bettman, Bud Selig, Latrell Sprewell, Rod Bryden, Juan Antonio Samaranch, Alexei Yashin et Don Cherry (répertoire non exhaustif).

Voilà. Ça y en a déjà aller mieux.

La Récréathèque de Laval nous a fait parvenir, la semaine dernière, un communiqué intitulé «Les quilles: un sport en danger?».

Parfois, dans la vie, messieurs dames, il ne sert à rien de se camoufler hypocritement la réalité et de faire comme si les problèmes n'existaient pas. Si les quilles sont un sport en danger, il faut faire le débat de société, alerter les autorités, créer un comité, je ne sais pas moi, agir que diable! On pourrait même demander à Denis Coderre ce qu'il pense de tout ça. Il n'y a pas la moindre pénombre d'un doute qu'il en pense quelque chose.

Le communiqué rappelle par ailleurs que notre ami J.A. Samaranch, président-patron-directeur-potentat en chef du Comité international olympique, «était invité» aux cérémonies d'ouverture du championnat mondial de quilles-bowling qui a eu lieu récemment à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis.

On peut aussi lire qu'«après une montée fulgurante de sa popularité et un court vol plané, la pratique des quilles-bowling affiche une décroissance marquée [sic] depuis 1998. Comment se fait-il que mondialement, ce sport soit en régression. Aurait-on oublié de consolider sa structure et ses assises? Aurait-on omis de créer les outils nécessaires à son développement?»

En fait, c'est un colloque que ça prend. Denis?

L'ex-arbitre de la Ligue nationale Bruce Hood vient de publier un livre dans lequel il se prononce en faveur de l'abolition des bagarres au hockey. Il y raconte notamment que si la LNH refuse de bouger dans ce dossier, c'est d'abord par machisme; il ne croit pas que les bagarres attirent les spectateurs.

«Ne me dites pas que les bagarres remplissent les arènes. Les gens les regardent parce qu'elles se produisent, mais vous pouvez dire la même chose des accidents de la circulation.»

Nous, ici, qui avons toujours chéri les comparaisons vaines, trouvons celle-ci particulièrement à propos. Mais il faudrait dire à M. Hood que, d'un, il suffit de s'asseoir dans les gradins du Centre Molson pour constater que le bon peuple ne crache pas du tout sur une belle bataille et, de deux, que pour voir un accident en gros plan et sous plusieurs angles croustillants, il suffit de se brancher sur l'une des multiples émissions de catastrophes que propose notre télévision privée.

Dans le sport professionnel actuel, il est deux certitudes: sans fric, on ne va nulle part, mais avec du fric, on ne va pas nécessairement quelque part. Pas besoin d'un examen scientifique de la connectivité des graphes sommet-transitifs pour s'en convaincre.

Il s'agit d'ailleurs d'un des petits plaisirs de la vie (sur-tout quand on n'en a pas, ou peu, de vie): voir un gros club costaud bourré d'argent pédaler dans la gadoue. On en a eu de jolis exemples cet été avec les Dodgers de Los Angeles et les Orioles de Baltimore, masses salariales de 76,6 et 75,4 millions \$ US et pas foutus de jouer pour 500.

Ça continue avec les Rangers de New York, vous savez ceux qui ont tout acheté et se retrouvent à 8-14-1, et les 49^{ers} de San Francisco, qui ont systématiquement contourné le plafond salarial de la NFL et patissent à 3-9.

Souffrez donc qu'on vous présente le Real Madrid. Le Real est l'une des équipes phares du soccer européen. Vingt-sept championnats d'Espagne et sept championnats d'Europe en bientôt un siècle d'histoire (le club est né en 1902). Cette saison, le Real s'est donné un budget de plus de 160 millions \$ CAN et embauche notamment les vedettes internationales Roberto Carlos (Brésil), Raul Gonzalez (Espagne) et Christian Karembeu (France).

Or après un revers de 5-1 à domicile contre Saragosse, samedi, et après 14 matchs, la Leyenda blanca présente une fiche de 3 victoires, 4 défaites et 7 nuls. Seize petits points, au 17^e rang de la ligue d'Espagne. C'est à un rang de la relégation en deuxième division, une éventualité honteuse pour un club qui n'a jamais quitté la Primera division.

Les médias et les fans demandant la tête du président de l'équipe, Lorenzo Sanz. Samedi, rapporte AFP, «une centaine de supporters surexcités ont lancé des pierres contre l'autocar des joueurs à la sortie du stade. D'autres ont menacé de brûler les Ferrari» au volant desquelles paradedent une bonne partie des joueurs.» Et vive le sport.

jdion@ledevoir.com

Canadien — Flames

Brisebois et Brunet passent l'épreuve du jeu

Les deux vétérans disputent leur premier match de la saison ce soir

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Patrice Brisebois et Benoît Brunet n'ont pas été blessés, hier. Et aux dernières nouvelles, ils n'étaient pas malades. A moins qu'ils se blessent à l'entraînement ce matin, voire en sautant du lit, ou encore qu'un virus ou une crise d'urticaire ne les attaque, sait-on jamais chez le Canadien, c'est aujourd'hui le jour J pour les deux vétérans de l'organisation, qui doivent disputer leur premier match de la saison contre les Flames de Calgary.

Les deux grands blessés du dos, qui n'ont jamais joué ailleurs qu'à Montréal, se sont dits en grande forme, mais aussi conscients que les matchs ne sont pas comme des entraînements.

«Nos adversaires ne vont pas nous traiter comme nos coéquipiers, a constaté Brisebois. Mais depuis un mois mon dos ne me cause plus de problème. Je vais toucher du bois.»

Le défenseur ne cache pas une certaine inquiétude: «Je pense que ça va juste prendre une bonne mise en échec... Benoit et moi, on n'est pas vraiment des sauveurs, a-t-il com-

mencé par dire, mais j'espère qu'on peut faire une petite différence. On amène beaucoup d'expérience et on sait qu'on peut apporter beaucoup. Si on joue comme on en est capable, on peut beaucoup aider l'équipe.»

Brunet, l'habitué

Un habitué des retours au jeu, Brunet était plus discret, affirmant n'avoir aucune idée de ce que pourra être sa contribution, si ce n'est que d'admettre que Brisebois et lui pourront certes apporter du leadership dans le vestiaire. «Mais sur la glace je ne sais pas. Je n'ai aucune idée comment ça va se passer.»

Contrairement à Brisebois, il dit ne pas songer à la première mise en échec: «Ça fait partie du jeu et je pense que mon dos est solide. L'important va être de se concentrer sur ce qu'on a à faire. Défensivement, je ne pense pas avoir de problème. Je m'attends à être un petit peu déséquilibré à la première période mais après, ça devrait être correct. J'ai surtout hâte de voir comment je vais réagir, si je vais être capable de suivre tout le monde. Pour le moment ça va, mais je vais certainement être nerveux avant le match, jusqu'à ma première présence.»

A cause de son style de jeu classique et

réassurant, à cause de son habitude de la situation aussi, Brunet, dont l'intelligence sur la patinoire a souvent été vantée par son entraîneur, pourrait être celui des deux qui réussira le plus facilement son retour.

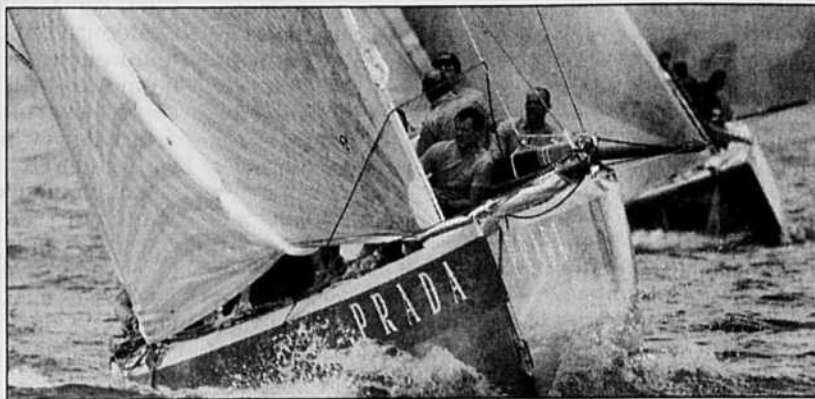
Il n'a pas pris part à un match depuis le 13 mars. Brisebois, lui, avait raté 12 matchs avant de disputer les quatre derniers de la saison 1998-99, et il a été opéré au cours de l'été. Brunet s'est entraîné, hier, à la gauche de Matt Higgins et Jason Ward, et Brisebois, à la droite de Barry Richter.

Dans un monde idéal

Prêchant la patience dans leur cas, Alain Vigneault a déclaré: «Dans un monde idéal, Brisebois, un défenseur jouerait entre 12 et 15 minutes, et Brunet, entre 10 et 14. Pour une première expérience, ça serait probablement l'idéal.» Mais l'entraîneur n'a pu promettre que ce serait le cas... Si les deux joueurs lui ont donné l'impression d'avoir très hâte de revenir au jeu, Vigneault, lui, a dit avoir hâte de voir comment ils vont réagir... «Ce n'est pas comme au camp d'entraînement avec ses coéquipiers, l'intensité n'est pas la même», a-t-il prévenu à son tour.

Coupe Louis Vuitton

Fausse manœuvre pour Prada



NIGEL MARPLE REUTERS

En percutant America One, Prada a endommagé sa propre coque.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Auckland — La Coupe Louis Vuitton a été marquée hier par le duel au sommet entre les deux leaders de la compétition, le défi italien Prada et AmericaOne, qui a finalement tourné à l'avantage de l'Américain après un match serré, ponctué par une collision et une pénalité fatale à l'italien.

Deux autres duels seulement ont eu lieu dans cette compétition qui désignera le challenger officiel de la Coupe America, en raison de l'abandon définitif du Suisse Fast 2000 et du repos forcé de l'Américain Stars and Stripes qui répare une avarie.

Prada a finalement subi sa deuxième défaite en 24 courses. Coupable d'une collision, il l'a payée de l'obligation de faire un tour complet sur soi avant l'arrivée, pénalité qui lui a coûté la victoire en fin de parcours, alors que le bateau italien avait mené une grande partie de la course.

Dans les cinq minutes de «pré-départ», au cours desquelles on assiste traditionnellement aux plus belles manœuvres, Prada ayant mal estimé l'espace a heurté le tableau arrière d'America One, et a abîmé sa propre proue.

Malgré ce mauvais départ, les Italiens ont rapidement rattrapé AmericaOne, en exploitant mieux la répartition du vent sur le plan d'eau. Vite passés en tête, Luna Rossa a un moment eu 37 secondes d'avance, mais n'a pas

réussi à conserver un écart suffisant sur son rival pour effectuer son 360 degrés de pénalité, qui nécessite généralement environ 40 secondes.

AmericaOne a coupé la ligne d'arrivée 12 secondes devant Luna Rossa.

Le sort d'Abacadabra

La régate entre Abacadabra, le défi hawaïen, et America True, le défi de San Francisco mené par Dawn Riley, a sans doute scellé le sort de du défi hawaïen, tout en faisant le bonheur de son rival du jour.

Avec encore de difficiles courses devant eux, les Hawaïens, neuvième au classement général n'ont plus aucune chance de s'imposer parmi les six premiers. America True en revanche est désormais assuré de faire partie des six finalistes.

La course entre Idaten, le nouveau bateau de Nippon Challenge et Bravo Esapigna, le bateau espagnol a vu la victoire sans surprise sde Japonais, troisième au classement général.

Elle a toutefois montré que les Espagnols étaient un peu faibles en stratégie de match racing pure, et confirmé que les Japonais disposaient d'une arme redoutable avec leur nouveau bateau qui n'a pas encore perdu une seule régate et que beaucoup voient battre Prada aujourd'hui.

Young Australia a couru tout seul son match contre Fast 2000, qui a abandonné la course dimanche.

Série CART

Tagliani effectue ses premiers tours de piste

PRESSE CANADIENNE

Sebring, Floride — La recrue Alexandre Tagliani, le nouveau pilote de l'équipe Forsythe-Player's dans la série CART, a exprimé sa satisfaction à l'issue de la première de ses quatre journées d'essais même s'il a roulé avec la voiture de l'an dernier.

Réglages minutieux

«Même si les nouvelles voitures seront quelque peu différentes, ces premiers tours en piste sont importants pour me familiariser avec la voiture CART», a confié Tagliani, qui est originaire de Lachenaie. Le jeune homme a complété plus d'une soixantaine de tours sur le circuit de 1,65 mille.

«Nous avons effectué de petits ajustements tout au long de la journée et déjà je suis plus confiant que lors de mes essais pour l'obtention du volant où j'étais plus conservateur et prudent.»

«L'équipe fait beaucoup de travail pour me permettre de m'habituer à des réglages différents notamment au niveau de l'appui aérodynamique qui sera réduit de beaucoup avec les composantes 2000.»

Patrick Carpentier, l'autre pilote de l'équipe, n'était pas présent à ces essais.

Un temps d'adaptation

Selon Phil LePan, qui supervise les essais, Tagliani s'adapte bien à son tout nouvel environnement.

«Pour l'instant, notre principal objectif est d'offrir à Alex beaucoup de temps en piste afin qu'il soit à l'aise avec la voiture, a-t-il précisé. C'est une adaptation qui est plus exigeante qu'elle n'y paraît. Par exemple, les zones de freinage et les changements de vitesse sont très différents de ce qu'il a connu en Formule Atlantique.»

Tagliani a réussi son meilleur chrono hier en 52,43 secondes, améliorant de presque une demie seconde le temps qu'il avait réussi en septembre.

Tagliani poursuivra les essais aujourd'hui à Sebring avant d'aller sur le circuit routier de Homestead, demain et jeudi.

«Je suis plus confiant que lors de mes essais pour l'obtention d'un volant»

EN BREF

Baumann et sa femme entendus par la police

Berlin (AFP) — Le champion olympique allemand Dieter Baumann, suspendu après deux contrôles positifs à la nandrolone, et sa femme Isabell, qui est également son entraîneur, ont été entendus hier par la police à leur domicile à Tuebingen, a annoncé la police. Le champion olympique sur 5000 mètres à Barcelone en 1992 avait porté plainte, la semaine dernière, pour «blessures volontaires» après qu'un institut de biochimie de Cologne eut décelé des résidus de nandrolone dans du dentifrice au domicile de l'athlète. Pour Baumann, qui a toujours clamé son innocence, il s'agissait d'une «attaque criminelle» contre lui. Par ailleurs, le coureur de fond dispose d'un délai jusqu'à la mi-décembre pour demander l'ouverture de l'échantillon B. Si ce contrôle devait se révéler également positif, la commission antidopage de la Fédération allemande d'athlétisme pourrait décider d'une suspension de deux ans de l'athlète. Plus de sept Allemands sur dix (71 %) sont encore convaincus que le champion olympique Dieter Baumann ne s'est pas dopé, selon un sondage de la radio publique allemande SWR3.

Turgeon est nommé le joueur de la semaine

New York (PC) — Pierre Turgeon des Blues de St. Louis, qui a dominé tous les marqueurs du circuit avec une récolte de quatre buts et trois passes en trois matchs, a

mérité le titre de joueur de la semaine dans la LNH. Turgeon a été préféré au centre Alexei Kovalev des Penguins de Pittsburgh (5-1-6 en trois matchs) et à l'attaquant Brendan Shanahan des Red Wings de Detroit (4-2-6 en trois matchs). Turgeon a notamment réussi un tour du chapeau dans une victoire de 3-1 contre Nashville, jeudi, à son retour au jeu après avoir raté quatre rencontres en raison d'une blessure au dos. Deux jours plus tard, il a réussi un but et deux passes dans un gain de 4-2 aux dépens des Sharks de San Jose. Dans la défaite de 3-2 face aux Flyers le lendemain, il a obtenu une mention d'aide. Le vétérán joueur de 30 ans originaire de Rouyn domine les marqueurs des Blues avec 14 buts et 17 passes en 23 rencontres. Il occupe actuellement le cinquième rang des marqueurs de la LNH.

Barrasso écope d'une suspension de quatre matchs

Pittsburgh (PC) — Le gardien Tom Barrasso des Penguins de Pittsburgh a écopé d'une suspension de quatre matchs pour avoir cédé Yanic Perreault des Maple Leafs de Toronto et lui avoir fracturé le bras gauche. Barrasso a fracturé le radius de Perreault — le plus petit des deux os de l'avant-bras — lorsque l'attaquant des Leafs a contourné le filet. La suspension entrera en vigueur à compter de ce soir alors que les Penguins jouent au New Jersey. Pour remplacer Barrasso, les Penguins ont rappelé Jean-Sébastien Aubin de la Ligue américai-

ne. Perreault était sur un pied d'égalité avec le capitaine Mats Sundin au premier rang des marqueurs des Leafs quand Barrasso l'a cinglé pendant la deuxième période du match remporté 3-2 par Toronto en prolongation. On a dû lui insérer une plaque dans l'avant-bras. Il manquera à l'appel pendant six à huit semaines. L'arbitre Richard Trotter n'a décerné aucune pénalité sur le jeu, ce qui a provoqué l'indignation de l'entraîneur des Leafs Pat Quinn. «Il y a suffisamment de blessures dans ce sport sans ce genre de geste», a dit Quinn. Mais l'entraîneur des Penguins Kevin Constantine a précisé que la suspension n'était pas méritée. «Je crois que son intention était de frapper le bâton du joueur et lui enlever la rondelle. Il n'y avait aucune intention de blesser.»

Steffi Graf décorée de l'Ordre olympique

Lausanne (AP) — La championne allemande Steffi Graf, vainqueur de 22 titres du Grand chelem, de 107 tournois et médaillée d'or aux Jeux olympiques de 1988, a reçu hier l'Ordre olympique des mains du président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch. En lui remettant la plus haute distinction du CIO lors d'une cérémonie au Musée olympique de Lausanne, M. Samaranch a salué en la joueuse de tennis un exemple de sportivité. «Très fière», celle qui vient d'annoncer sa retraite a déclaré que les Jeux olympiques représentaient «beaucoup» pour elle et qu'elle avait été très déçue de ne pouvoir participer au tournoi olympique de 1996 en raison d'une blessure au genou.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Toronto	16	9	4	2	83	61	38
Ottawa	14	11	2	1	74	68	31
Boston	11	9	7	0	70	69	29
Buffalo	11	14	3	1	72	77	26
Montréal	9	17	1	1	56	71	20

Section Atlantique

Philadelphie	16	8	4	1	84	63	37
New Jersey	13	9	3	2	70	62	31
Pittsburgh	8	13	3	4	75	74	23
NY Rangers	9	14	4	1	63	77	23
NY Islanders	6	14	3	0	47	71	15

Section Sud-Est

Floride	14	9	2	2	66	57	32
Caroline	11	9	7	0	64	67	29
Washington	9	11	5	1	62	71	24
Tampa Bay	9	14	3	2	72	83	23
Atlanta	7	16	2	2	60	92	18

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

St. Louis	17	8	2	0	84	59	36
Detroit	16	8	3	1	90	64	36
Nashville	9	16	1	2	65	81	21
Chicago	7	16	4	2	75	88	20

Section Nord-Ouest

Vancouver	11	10	6	1	74	81	29
Colorado	12	12	3	1	74	75	28
Edmonton	8	13	6	4	66	74	26
Calgary	10	15	2	1	67	87	23

Section Pacifique

Phoenix	18	7	3	0	92	65	39
Los Angeles	14	7	6	1	86	68	35
San Jose	15	13	2	2	90	80	35
Dallas	13	12	3	1	62	63	30
Anaheim	13	12	3	1	71	66	30

Hier

Toronto 3 Buffalo 2 (p)
N.Y. Rangers 3 Calgary 2 (p)
Nashville 4 Atlanta 3 (p)
Phoenix 3 Dallas 2
Chicago 5 Edmonton 1
Vancouver au Colorado
Tampa Bay à San Jose

Aujourd'hui

N.Y. Islanders à Washington, 19h
Calgary à Montréal, 19h30
Pittsburgh au New Jersey, 19h30
Caroline à St. Louis, 20h

Demain

Ottawa à Buffalo, 19h
Edmonton à N.Y. Rangers, 19h30
Nashville à Detroit, 19h30
Caroline à Dallas, 20h30
Floride à Phoenix, 21h
Vancouver à Anaheim, 22h30
Atlanta à Los Angeles, 22h30
Colorado à San Jose, 22h30

Jeudi, 9 décembre

Edmonton à Boston, 19h
Montréal à N.Y. Islanders, 19h30
Toronto à Philadelphie, 19h30
Washington à Pittsburgh, 19h30
New Jersey à Chicago, 20h30

Vendredi, 10 décembre

Chicago à Buffalo, 19h
Caroline à Tampa Bay, 19h30
Los Angeles à Detroit, 19h30
St. Louis à Nashville, 20h
Floride à Dallas, 20h30
Vancouver à Calgary, 20h30
Colorado à Anaheim, 22h30
Atlanta à San Jose, 22h30

FOOTBALL

ASSOCIATION AMÉRICAINE

Section Est

	G	P	N	Moy.	PP	PC
Indianapolis	10	2	0	.833	344	238
Miami	8	4	0	.667	253	240
Buffalo	8	4	0	.667	228	173
N.-Angleterre	7	5	0	.583	245	224
N.Y. Jets	4	8	0	.333	201	228

Section Centrale

Jacksonville	11	1	0	.917	307131
Tennessee	9	3	0	.750	253243
Pittsburgh	5	7	0	.417	208187
Baltimore	5	7	0	.417	237225
Cincinnati	3	10	0	.231	232386
Cleveland	2	11	0	.154	147340